



Aux député/es luxembourgeois du
Parlement Européen

Luxembourg, le 13 mars 2019

Concerne : Accord commercial UE-États-Unis: « Dites OUI à la justice climatique et à la démocratie et
NON à de telles négociations »

Chers membres du Parlement européen,

Le 14 mars, le Parlement européen se prononcera sur le lancement de nouvelles négociations commerciales avec les États-Unis.

Il décidera sur deux projets de mandat y relatifs présentés par la Commission Européenne.

Nous vous appelons à rejeter les deux projets de mandat de la Commission européenne, pour des raisons de protection du climat et de démocratie.

1. Faire respecter l'accord de Paris comme ligne rouge face aux accords commerciaux

Les normes durement acquises qui protègent les peuples et la planète décidés à Paris doivent être privilégiées par rapport aux accords commerciaux. Le Parlement européen doit tenir sa parole et respecter l'accord de Paris. Il doit s'en tenir aux lignes rouges qu'il a lui-même énoncées et ne pas encourager de nouvelles négociations commerciales avec les États-Unis.

En 2018, le Parlement européen a appelé à faire de la ratification et de la mise en œuvre de l'accord de Paris [une condition préalable aux futurs accords commerciaux](#). Nous vous exhortons, comme membres du Parlement européen, à rappeler votre position à la Commission européenne et aux États-membres de l'UE, et à ne pas céder face à la stratégie de Donald Trump. Dans la perspective des prochaines élections, vous devez également adresser un message fort aux citoyens européens, en indiquant de quelle manière le Parlement doit obtenir des changements en faveur de la lutte contre les dérèglements climatiques, plutôt que céder à la Commission pour négocier sous la

menace.

Plus de [100 organisations de la société civile](#) de toute l'Europe vous invitent à faire de la ratification et de la mise en œuvre de «l'Accord de Paris» une condition préalable à la négociation de tout nouvel accord commercial.

2. Ne pas augmenter les importations de combustibles fossiles mais développer le marché des énergies renouvelables !

Les discussions commerciales UE-États-Unis ont déjà conduit la Commission européenne à faciliter l'importation de gaz, une énergie fossile, en provenance des États-Unis. Cette initiative est en contradiction flagrante avec ce qui est nécessaire pour protéger notre climat et constitue un coup dur pour les centaines de milliers de jeunes qui défilent actuellement pour la protection du climat dans toute l'Europe. En outre, le gaz américain provient de l'utilisation de la fracturation hydraulique et de l'exploitation des gaz de schiste, à laquelle s'opposent des citoyens de l'Union européenne, de la France à la Bulgarie. Plutôt que se soumettre, le Parlement européen devrait fièrement montrer aux Européens qu'il peut s'opposer à Trump et défendre l'ambition climatique. Il est temps de montrer à la jeunesse européenne que ses revendications sont entendues et que son avenir est pris en compte.

3. L'UE devrait clarifier ses objectifs et limites en matière commerciale

Le projet de mandat sur la coopération réglementaire, dans sa forme publique actuelle, est vague et ne définit aucun objectif clair. Il n'exclut pas les secteurs ou les normes les plus sensibles. Par conséquent, en tant que député/e européen/ne, vous devriez rejeter ces mandats et veiller à ce que la Commission reçoive des instructions claires et soit tenue pour responsable de toutes les mesures qu'elle pourrait prendre au cours d'éventuelles négociations, dans des domaines tels que l'énergie et l'agriculture. L'opinion publique européenne doit savoir précisément quelle est la portée des concessions que l'UE est prête à offrir à Donald Trump.

Le président de la commission des finances du Sénat américain, Chuck Grassley, a déclaré: « *L'idée selon laquelle il pourrait y avoir un accord qui ne s'attaquerait pas aux nombreuses restrictions qui empêchent ou limitent la vente de nos bons produits agricoles au sein de l'UE, est ridicule* ».

4. Erreur de procédure: les règles de l'UE ne peuvent être optionnelles

En contradiction avec ses propres règles, la Commission européenne a renoncé à toute étude d'impact sur ce nouvel accord commercial, alors qu'une telle étude est obligatoire pour « toute initiative significative de politique commerciale », comme le précisent les documents « Mieux légiférer » (COM 2015) et « Le commerce pour tous » qui précise l'approche de la Commissaire au Commerce Cecilia Malmstrom. Les règles existantes ne constituent pas une liste de souhaits que vous pouvez annuler ou respecter comme vous le voulez, le tout pour protéger des intérêts privés tels que les exportations de l'industrie automobile européenne.

Pour ces raisons, nous vous demandons de supporter les amendements 17/25 (politique climat), ainsi que 5 / 20/ 21/ 26/ 27 et 37 et d'affirmer clairement que le Conseil ne doit pas souscrire à l'ouverture de négociations en vue d'un accord avec les États-Unis sur l'élimination des droits de douane sur les produits industriels et sur la coopération réglementaire.

Avec les meilleurs compliments.

pour la plateforme
Blanche Weber



Membres de la plateforme

ALEBA
ASTM / Cercle de coopération des ONG de développement
Bio-Lëtzebuerg
Caritas
CGFP
Fairtrade
FGFC
FNC / Landesverband
Greenpeace
Landjugend a Jongbaueren
LCGB
Mouvement Ecologique
natur&ëmwelt a.s.b.l.
OGBL
Stop TAFTA
Syprolux
ULC
Union Syndicale Fédérale